

Le Billet

De la Société Culturelle du Pays Castrais

Président : Aimé Balssa, 37 rue Robert Schuman, 81100 Castres
 Trésorier : J.P. Alary, rue Dom Pacifique Tixier, 81710 Saix
 Secrétaire : D. Serres, 4 rue de l'Hôtel de Ville, 81100 Castres
 Directeur de la publication : Didier Serres
 Confection du Billet : Didier Serres

Le Billet de la Société Culturelle du Pays Castrais n'a pas de périodicité régulière. Il est adressé aux adhérents en fonction des manifestations organisées par l'association.

Société Culturelle du Pays Castrais, 8 Place Soult 81100 Castres - Email : scpc@sfr.fr - Site internet : scpccastres.free.fr

Un établissement méconnu : La pouponnière « Barradière » 1943 – 1946

Combien de Castrais et de Castraises se souviennent qu'entre 1943 et 1946 le château de Barradière, situé à la sortie de Castres sur la route d'Hauterive, abrita une pouponnière ?

Interrogé à ce sujet par Mme C. Salvan, de la Bibliothèque Municipale, nous ne pûmes lui apporter de grandes précisions, nos souvenirs sur ce lieu se limitant aux quelques années où, durant les vacances d'été, nous allions passer la journée dans cette grande propriété louée par la ville. Nous prenions le car, le matin, devant l'école des filles de Villegoudou, boulevard Carnot et nous rentrions en fin d'après midi. Mais cela n'avait rien à voir avec la pouponnière.

Poursuivant ses recherches Mme Salvan découvrit que la pouponnière appartenait à la Croix-Rouge suisse. Ayant pris contact avec cette dernière elle reçut la copie, en allemand, de quelques rapports faits en 1943 sur cet établissement. Rapports qu'elle eut l'amabilité de nous communiquer, après traduction par Mme C. Viala, et que nous vous livrons aujourd'hui.

Deux pouponnières pour aider des enfants en France

La Croix-Rouge suisse a installé deux pouponnières en France pour venir en aide aux enfants : une à proximité de la frontière espagnole et l'autre près de la frontière suisse, non loin de Genève. Ces pouponnières avaient pour objectif de prendre soin des enfants et de leur offrir un toit : enfants dont les parents ont été victimes de la guerre, internés dans des camps ou qui, pour d'autres raisons liées à la guerre, n'étaient pas en mesure de s'occuper de leurs enfants. Il a fallu une bonne dose de sacrifice, d'expérience, d'habileté et de faculté d'adaptation à toutes les personnes qui ont œuvré pour s'occuper de ces enfants. La vie de ces enfants privés de leurs parents dépendait de nombreux paramètres dont la nourriture, le climat et l'atmosphère pleine d'humanité qui régnait dans les pouponnières.

La pouponnière de Banyuls-sur-Mer fut contrainte de déménager à Castres pour continuer à fonctionner. Elle se trouvait à 50 m de la mer et avait été fondée en avril 1941. En dépit de certains côtés peu pratiques, sa situation géographique à proximité de la mer était incomparable ; elle a pu remplir sa fonction durant 18 mois. Trois sœurs suisses, accompagnées de personnels français, se trouvaient dans cette maison pour encadrer de 30 à 35 enfants. L'été était une période particulièrement propice lorsque les enfants dénudés ou légèrement vêtus, protégés du soleil par de grands buissons, pouvaient se défouler sur la plage et se laisser asperger par les vagues ! L'influence du soleil et de l'air marin rendait ces enfants vigoureux et leur peau, si souvent marquée d'eczéma, devenait brune et saine. Bien sûr, ils pouvaient être malgré tout malades. Mais on pouvait constater de gros progrès relatifs à leur digestion grâce aux denrées procurées par la délégation suisse de l'aide aux enfants établie à Toulouse. Quels bienfaits pouvaient apporter les provisions en matière grasse, sucre et miel au cours du si vigoureux hiver 41-42. Il y avait aussi des légumes secs à l'automne et des préparations à base de vitamines appelées aussi Malcavit, produit que l'entreprise Sandoz avait mis au point à Bâle ! Du lait en poudre était aussi acheminé de Toulouse grâce auquel les nourrissons se trouvaient épargnés d'un empoisonnement par le lait, ce qui pouvait conduire certains enfants à un sanatorium voisin ; d'autres pouvaient aussi en mourir. Le fait d'être en bonne santé physique avait surtout pour conséquence un bien-être psychologique des enfants.

Les Berceaux, pouponnière d'Annemasse (Haute-Savoie), a été créée à titre privé en février 1942 et a ensuite été reprise par la Croix-Rouge suisse au mois d'août pour toute la durée de la guerre. Elle hébergeait à cette époque 31 enfants et apparaissait comme un établissement moderne, équipé du chauffage central, de deux étages très bien aménagés, d'un souterrain, de pièces spécialement aménagées pour les nourrissons, d'autres pour des enfants un petit peu plus grands, de couveuses pour les nouveau-nés, de salles de bain, d'une lingerie, d'une cuisine et d'une grande terrasse. Tout autour de la maison s'étendait un parc, avec un bac à sable où les enfants pouvaient s'amuser. Les enfants de cet établissement étaient originaires pour la plupart du Sud et souffraient de malnutrition. Il fallait les empêcher de se jeter sur la nourriture dès leur arrivée afin de leur éviter de gros problèmes digestifs. Ils devaient se nourrir progressivement et à ce compte là, on pouvait constater de bons résultats dans la prise de poids. Un à deux kilos le premier mois pour des enfants âgés de un an et demi à trois ans. Une fois par semaine, les enfants étaient soumis à une visite médicale. En dépit de toutes les précautions prises, une épidémie de grippe et une infection pulmonaire envahit la pouponnière en décembre 1942, ce qui eut pour conséquence une isolation des patients, la création d'une salle de convalescence et la désinfection des chambres. En cette période critique, le personnel n'a pas ménagé ses efforts pour accomplir des tâches difficiles. Il y avait aussi une autre difficulté : la pénurie de vêtements pour les petits. La Croix-Rouge française, le Secours National et la délégation suisse de l'aide aux enfants de Toulouse apportèrent leur aide dans ce domaine en donnant vêtements et chaussures. Le problème de la nourriture était réglé, il manquait juste de la farine. Le personnel de cet établissement était composé d'infirmières suisses et françaises et d'autres employés pour la plupart natifs d'Alsace. A la fin de l'année 1942, 43 enfants se trouvaient aux Berceaux.

Pouponnières la « Barradière » à Castres

La pouponnière qui avait ouvert le 20 juin 1941 à Banyuls-sur-Mer dut être évacuée en raison de l'occupation allemande de la zone libre du Sud de la France. Elle fut transférée au printemps 1943 sur le domaine de la « Barradière » du côté de Castres. La maison se trouve dans un parc magnifique, lieu idéal pour fonctionner et un véritable petit paradis pour les bébés. Cependant, c'était à 4 km de la ville, ce qui occasionnait certaines contraintes pour le personnel, car, en raison de la guerre, il n'y avait pas de transport en commun jusqu'à Castres.

De prime abord, cette maison ne ressemblait en rien à une pouponnière ; cependant, elle offrait des installations suffisantes compte tenu des difficultés auxquelles la France se trouvait confrontée à cette époque. La maison possédait chauffage central, salles de bain et eau courante dans les chambres des enfants. Un problème demeurait cependant : c'était l'approvisionnement en eau potable. C'est d'ailleurs pour cette raison que le secrétariat central de Berne demanda fin 1946 la fermeture définitive de l'établissement.

Ces conditions matérielles difficiles n'empêchèrent cependant pas d'atteindre les objectifs avec succès. Grâce à la directrice et au personnel consciencieux, la pouponnière fut rapidement connue dans toute la région ; des délégations de Nice, Marseille et Béziers vinrent même visiter l'établissement et envoyèrent des enfants.

En été, on a pu héberger jusqu'à 45 enfants, en hiver jusqu'à 35 ; ces enfants avaient entre 0 et 4 ans. Dans la mesure du possible, des médecins de confiance de l'établissement choisissaient des enfants de la région dans des grandes villes du Sud de la France. Il s'agissait d'enfants dénutris et rachitiques qui pouvaient effectuer un séjour d'environ 3 mois.

De 1943 à la fin 1946, 353 enfants au total furent hébergés à la « Barradière ». L'établissement devait toujours limiter ses dépenses même s'il y avait un personnel relativement important, si bien que le coût de revient par enfant et par jour demeurait en-deçà de la moyenne des autres établissements. La Croix-Rouge française a souhaité prendre en charge l'établissement après le départ de la Croix-Rouge suisse. Mais en raison des problèmes d'approvisionnement en eau, ce ne fut pas possible.

Rapport d'une visite d'inspection de la pouponnière.

Elle est située à 4 km de la ville dans une bâtisse ressemblant à un château et installée sur un domaine agricole. Les installations intérieures ont été réalisées par des artisans espagnols, tout est pratique et fonctionnel.

Le climat est très sec en été, froid en hiver avec des influences de la Montagne Noire qui se situe à proximité. Le problème de l'eau potable a occasionné des tracas. A la direction : Melle Durand et Melle Hübacher, infirmière. Le reste du personnel qui aide est français et espagnol. Il est frappant de constater combien ces trente enfants âgés de deux à six ans sont bien soignés. Les chambres sont meublées de façon simple mais tout est propre. Les provisions sont bien conservées dans des pièces adéquates, en quantité suffisante pour trois mois.

J'ai déjà vérifié la comptabilité fin novembre et il n'y avait aucune erreur.

La colonie était avant à Banyuls, elle s'est installée ici au printemps dernier. Peu de contacts avec les voisins, elle semble quelque peu isolée.

Le personnel suisse devrait compter trois personnes supplémentaires.

La question des vêtements est aussi ici un problème, il manque particulièrement des chaussures.

Lausanne, le 10/12/1943

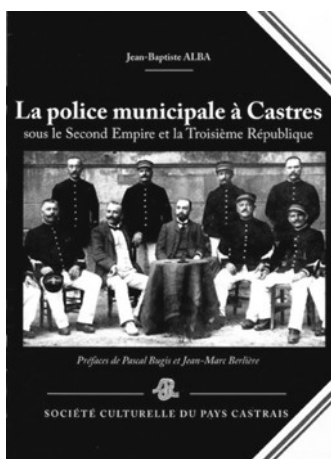
Signé M.O. Zürcher

La Société culturelle publie

Jean-Baptiste Alba

La police municipale à Castres sous l'Empire et la Troisième République

Préfaces de Pascal Bugis et Jean-Marc Berlière



Un livre de 106 pages 18 x 24, illustré en noir et blanc et couleur, couverture quadrichromie pelliculée.

Prix public : 18 € (prix de lancement jusqu'au 15/12/2013 : 15 €)

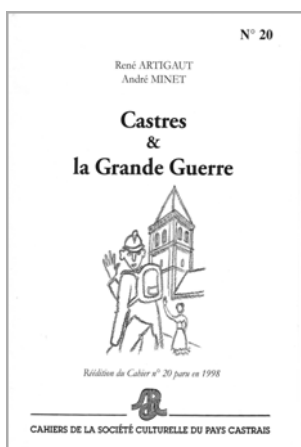
« On l'ignore ou bien on l'a oublié, mais la police (en l'occurrence il conviendrait d'employer le pluriel) est en France d'essence municipale » (J.-M. Berlière)

C'est sous le Second Empire que Castres témoigne de son souci de disposer d'une « bonne » police afin de « maintenir l'ordre, la liberté et la sûreté de la circulation ».

Loin des modèles des polices des grandes villes et des clichés retenus par l'opinion publique, les agents et les gardes champêtres castrais, comme leurs homologues d'autres villes aux populations similaires, exercent leurs missions selon les moyens limités dont ils disposent et dans le cadre des pouvoirs plus ou moins contestés confiés à leur hiérarchie.

Cette étude du rôle et de l'organisation de la police municipale dans une ville moyenne avant son étatisation en 1941 est basée sur une utilisation méticuleuse des archives municipales, malheureusement assez hétérogènes sur ce sujet. Elle apporte un éclairage nouveau sur un corps largement méconnu et incitera sans doute à la poursuite de recherches dans ce domaine.

Diplômé de l'université de Toulouse-Le Mirail, Jean-Baptiste Alba est actuellement assistant de conservation au Centre national et musée Jean-Jaurès.



René Artigaut / André Minet

CASTRES ET LA GRANDE GUERRE

Réédition du cahier n° 20 de la Société culturelle du Pays Castrais paru en 1998 - Cahier de 82 pages 21 x 29,7 cm, illustré en noir et blanc, couverture couleur.

Prix public : 15 € (prix de lancement jusqu'au 15/12/2013 : 12 €)

Castres, samedi 1^{er} août 1914. En cette fin d'après-midi, le tocsin du clocher de Saint-Benoît se met à sonner annonçant pour le lendemain la mobilisation générale.

En quelques jours, plusieurs milliers de Castrais vont gagner leurs unités. En leur absence, la ville s'organise. Bien qu'éloignée du théâtre des opérations, elle ressent rapidement les effets de la guerre : arrivée de prisonniers allemands, organisation d'hôpitaux militaires temporaires, large reconversion de l'économie locale.

La vie dans la cité n'est plus la même. Les Castrais sont à l'affût des informations venant du front. Une population nouvelle s'établit par vagues : prisonniers allemands, blessés des hôpitaux militaires, réfugiés, main d'œuvre des industries d'armement. Des difficultés multiples surgissent : cherté des vivres, absence de monnaie, restrictions... La liste des morts pour la Patrie s'allonge ; les distractions laissent peu à peu la place au doute et à la tristesse...

L'année 1918 sera la plus terrible de toutes avec l'explosion à la poudrerie de Mélou et les ravages de la grippe espagnole.

L'annonce de l'armistice du 11 novembre apparaît dès lors comme une délivrance.

S'appuyant sur les archives municipales et de nombreux témoignages, René Artigaut analyse de façon détaillée ces divers événements afin de restituer l'atmosphère dans la ville au long des quatre années de guerre.

Explorant un territoire plus large, André Minet étudie, de son côté, le phénomène très marginal du refus de la guerre au pays de Jaurès. Il se place ensuite aux lendemains de l'armistice pour nous conter les péripéties multiples liées à l'érection du monument aux morts castrais.

Alfred Roumigières

UN INSTITUTEUR TARNAIS DANS LA GUERRE 1914-1918

Extraits des carnets et de la correspondance d'Alfred Roumigières choisis et présentés par François Pioche

*Un livre de 211 pages 18 x 24, illustré en noir et blanc, couverture quadrichromie pelliculée.
Prix public : 24 € (prix de lancement jusqu'au 15/12/2013 : 20 €)*



Né en 1887 dans une famille paysanne de Saint-Martin-Laguépie (Tarn), Alfred Roumigières exerce en 1914 comme instituteur à Sorèze avec son épouse Rosa. Il s'est engagé très tôt en politique (au parti socialiste SFIO) et dans le syndicalisme enseignant en gestation.

A la mobilisation, il rejoint Carcassonne, comme sergent au 343^e régiment d'infanterie. Arrivé le 16 août à Belfort, le régiment entre en Alsace mais se replie rapidement et gagne le front des Vosges, à l'est de Saint-Dié. Alfred Roumigières y combat durement d'octobre 1914 à octobre 1915, jusqu'à ce qu'une grave blessure l'éloigne du champ de bataille alors qu'il venait d'être promu adjudant.

Evacué sur les hôpitaux de Bruyères (Vosges) puis de Marseille, il se rétablit et reprend du service en janvier 1916, devenant cadre instructeur à Carcassonne. En octobre 1916, il est affecté au 15^e régiment d'infanterie comme instructeur des recrues sur le front, dans la région de Saint-Dizier (Haute-Marne). Il revient en lignes en mars 1918 au 26^e régiment d'infanterie, parcourant le front de Montdidier à Dunkerque en appui des troupes. Il est à nouveau blessé, plus légèrement, en juillet 1918. Il apprend à Loon, près de Dunkerque, la signature de l'armistice et parcourt alors avec son unité la Flandre belge avant d'être démobilisé.

Grand *écrivassier* comme il le dit lui-même, Alfred Roumigières a écrit tout au long de la guerre une multitude de lettres (près de 1600), adressées pour l'essentiel à son épouse et à ses deux jeunes enfants. Il a aussi rédigé au cours de sa première année de guerre des carnets relatant au jour le jour les événements. Ses écrits, dont un choix est donné ici, constituent un remarquable témoignage de la vie quotidienne du soldat, sur le front ou à l'arrière. Ils manifestent la volonté de leur auteur d'être irréprochable dans son engagement à libérer la patrie envahie. Socialiste, attaché aux valeurs de la doctrine de Jaurès, Alfred Roumigières souligne maintes fois l'horreur de la guerre, mais, l'Allemagne impériale ayant attaqué la France, il est partisan de l'Union sacrée et de la guerre patriotique jusqu'à la victoire...

Après la guerre, Alfred Roumigières et son épouse seront nommés à Castres où ils exerceront jusqu'à leur retraite.

Ancien professeur d'histoire et géographie au lycée de la Borde Basse à Castres, François Pioche est l'époux de la petite-fille d'Alfred Roumigières.

Jusqu'au 15 décembre, les ouvrages sont en vente au prix de lancement exclusivement auprès de la Société culturelle du Pays Castrais :

lors des conférences

chez son secrétaire, Didier Serres, A la ville du Puy, 5 rue de l'Hôtel-de-ville à Castres

en passant commande à la Société culturelle, 8 place Sault, 81100 CASTRES (+ 4 € de frais d'envoi pour un livre, + 6 € pour 2 livres et plus - joindre un chèque à l'ordre de la Société culturelle).

Après le 15 décembre, ils seront en vente au prix public à la Société culturelle ou dans les librairies castraises.

----- ACTIVITÉS DU MOIS -----

CONFÉRENCES

Lundi 4 novembre à 17h 30 – Maison des associations

Jean-Baptiste Alba

La police municipale à Castres sous l'Empire et la Troisième République

C'est sous le second Empire que Castres témoigne de son souci de disposer d'une « bonne » police afin de « maintenir l'ordre, la liberté et la sûreté de la circulation ». Loin des polices des grandes villes et des clichés retenus par l'opinion publique, les agents et les gardes castrais (comme leurs homologues d'autres villes aux populations similaires) exercent leurs missions selon les moyens limités dont ils disposent et les pouvoirs plus ou moins contestés de leur hiérarchie.

Cette évocation de la police municipale à Castres avant son étatisation en 1941, renseigne sur un corps largement méconnu.

Diplômé de l'université de Toulouse-Le Mirail, Jean-Baptiste Alba est attaché de conservation au Centre national et musée Jean-Jaurès.

Mardi 12 novembre à 17h 30 – Bibliothèque municipale

Michelle Fournié

Le Ciel peut-il attendre ? Le culte du purgatoire dans le Midi

A la fin du Moyen Âge, tout le monde s'interroge sur le sort des âmes dans l'autre monde, après la mort. Entre le ciel pour les justes et l'enfer pour les damnés, que deviennent les âmes de ceux qui n'appartiennent à aucune de ces deux catégories ? Les croyances populaires évoquaient les pécheurs condamnés à une errance sans fin, sous la forme de revenants à la fois envahissants et inquiétants (pensons aux fêtes celtiques d'Halloween...).

Le pape Benoît XII entreprend de mettre de l'ordre dans cette confusion par la bulle Benedictus Deus (1336). Dès lors le culte du Purgatoire se répand dans le Midi de la France.

Michelle Fournié est professeur émérite d'histoire médiévale à l'Université de Toulouse 2

SORTIE DU MOIS

La sortie mensuelle aura lieu le **samedi 23 novembre 2013 après-midi**. Regroupement à Castres devant la salle Gérard-Philippe à 14 h. Rendez-vous à Dourgne à 14h 30 précises, devant l'ancienne gare (route de Lagardiolle, 1^{er} chemin à gauche). Trois thèmes pour cet après-midi :

- * L'exposition *Univers insolite d'une salle de classe au début du XX^e siècle* organisée par l'Association Dourgne patrimoine ;
- * La découverte des peintures de l'église de Saint-Amancet, provenant du château de la famille de Saint-Maurice ;
- * L'exposition sur les arts de la table au musée du verre de Sorèze (avec, en primeur, la comparaison des verres classés de la Montagne Noire avec les éléments d'un dépôt de fouilles de la région de Saint-Amans).

Rencontre poésie à Sorèze

Organisation : Amis de Sorèze

Le **dimanche 24 novembre 2013 à 17 h dans la cour des jaunes de l'abbaye-école**, François Magne fera une lecture de textes sur la guerre de 1914.

FORMATION

Paléographie :

Lundi 18 Novembre 2013 à 17h 30 - Maison des associations : atelier de paléographie dirigé par Monsieur P. Laval

COLLOQUE

Jaurès, pacifique et pacifiste ?

Bibliothèque municipale de Castres – 8 et 9 novembre 2013

Vendredi 8 novembre

8h30 : Accueil par **Hugues Vial**, directeur du Centre national et musée Jean Jaurès

9h00 : Intervention de **Pascal Bugis**, maire de Castres, président de la Communauté d'agglomération Castres-Mazamet

1^e partie : **Jaurès, Castres, la France et l'Armée** (président de séance : Jean-Jacques Becker)

9h30 : **Les premiers contacts de Jaurès avec l'Armée**, par **Alain LEVY**, conservateur-en-chef honoraire des bibliothèques de Castres.

10h15 : **L'Armée dans Castres au début du XX^e siècle**, par **Aimé BALSSA**, président de la Société culturelle du Pays Castrais.

11h : **Les réactions tarnaises face aux idées de Jaurès sur la paix**, par **Jean FAURY**, professeur de chaire supérieure honoraire en histoire, lycée P. de Fermat - Toulouse

2^e partie : **patriotisme, internationalisme et antimilitarisme en France au début du XX^e siècle** (président de séance : Vincent Duclert)

14h30 : **Le patriotisme français avant 1914**, par **Gilles CANDAR**, président de la Société d'Etudes jaurésiennes – professeur de chaire supérieure, lycée Montesquieu - Le Mans

15h15 : **L'antimilitarisme en France au début du XX^e siècle**, par **Gilles HEURE**, chargé de cours à l'Université Paris IV.

16h : **Les soldats du Midi et l'affaire du 17^e**, par **Rémy PECH**, professeur d'histoire contemporaine et ancien président de l'université de Toulouse-Le Mirail

Samedi 9 novembre

3^e partie : **vouloir la paix, préparer la guerre ?** (président de séance : Gilles Candar)

9h00 : **Le débat stratégique en France au début du XX^e siècle – L'armée, arche sainte dans la tempête ?**, par **Olivier COSSON**, docteur en histoire (EHESS), secrétaire de rédaction de *Mil neuf cent*, revue d'histoire intellectuelle.

9h45 : **Jaurès, stratège de la Défense nationale – L'Armée nouvelle**, par **Jean-Jacques BECKER**, professeur émérite d'histoire contemporaine

10h30 : **Les militants de la paix au début du XX^e siècle**, par **Emmanuel JOUSSE**, agrégé d'histoire, attaché temporaire d'enseignement et de recherche - Université de Lille 3-Ch. de Gaulle

4^e partie : **Jaurès et la violence** (président de séance : Rémy Pech)

13h15 : **Police et délinquance à la Belle Époque**, par **Charles DIAZ**, contrôleur général de la Police nationale

14h : **Jaurès et la violence dans l'histoire**, par **Vincent DUCLERT**, professeur agrégé - Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales – Paris Inspecteur Général de l'Éducation nationale en histoire.

14h45 : **Jaurès face à la délinquance à la Belle Époque**, par **Marion FONTAINE**, Maître de conférences en histoire contemporaine – université d'Avignon

15h30 : conclusion du colloque par **Jean-Jacques BECKER**

CONCERT

Dimanche 17 novembre 2013 à 17h 30 – Théâtre municipal

Présenté par FORUM dans le cadre des Dimanches musicaux

Zhu Xiao-Mei

Récital de piano *Variations de Goldberg de Jean-Sébastien Bach*